

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1868

[C - 2003/27316]

**3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant les conditions sectorielles relatives aux centrales à béton**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7 et 8;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.301/4 donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux centrales à béton, lorsque la puissance totale installée des moteurs électriques est supérieure à 20 kW visés par la rubrique 26.63.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Les chapitres II et III des présentes conditions sectorielles ne s'appliquent pas aux centrales à béton temporaires. Les prescriptions relatives à l'implantation et l'exploitation de ces centrales à béton sont définies dans les conditions particulières.

Art. 3. La valorisation de déchets inertes dans une centrale à béton fait l'objet de conditions particulières.

Art. 4. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° centrale à béton : installation destinée à la fabrication du béton prêt à l'emploi qui comprend au minimum les installations de stockage et de dosage des divers constituants;

2° filler : matière pulvérulente dont la majeure partie des éléments ont une granulométrie inférieure à 0,125 mm;

3° établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que tout établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 5. Les entrées et sorties du site sont pourvues de portes interdisant l'accès pendant la fermeture du dépôt. Ces portes ne sont maintenues ouvertes qu'en présence de l'exploitant ou de son délégué.

Art. 6. Les conditions particulières fixent les dispositifs relatifs à l'anti-intrusion à implanter autour du site.

Art. 7. Des dispositions de nature à limiter les nuisances visuelles éventuelles sont prescrites dans le permis d'environnement. Elles peuvent consister notamment dans le placement d'écrans dont la nature, la hauteur et la position sont adaptées aux circonstances locales.

Art. 8. Les chemins de circulation des véhicules à l'intérieur du site d'exploitation d'une centrale à béton sont construits et entretenus de manière telle qu'ils ne favorisent pas la dispersion de poussières et ne provoquent pas de salissures sur les voies publiques.

Art. 9. Toutes les aires étanches, bétonnées ou asphaltées, internes à l'exploitation, sont aménagées pour recueillir les eaux de pluie et les eaux de nettoyage des véhicules.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 10. Des mesures telles que le lavage des roues des véhicules, l'arrosage des voiries internes et le brossage des voiries empruntées par le charroi sont prises par l'exploitant de manière à maintenir la propreté des voies publiques.

Art. 11. Les conditions particulières fixent les conditions d'acceptation des matières premières et l'évacuation des produits finis et des déchets.

Art. 12. Les mesures sont prises pour éviter l'entraînement des matières premières par le ruissellement des eaux.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 13. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte, par l'intermédiaire du Bourgmestre, le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 14. Le matériel de lutte contre l'incendie est en bon état de fonctionnement, protégé contre le gel, signalé, accessible et réparti dans l'établissement.

Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la qualité des produits d'extinction d'incendie.

CHAPITRE V. — *Eau*Section I^{re}. — *Généralités*

Art. 15. Les dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ne s'appliquent pas au présent chapitre.

*Section 2. — Conditions de déversement des eaux usées domestiques en eau de surface
et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales*

Art. 16. Les conditions de déversement d'eaux usées domestiques sont les suivantes, pour des déversements supérieurs à 20 EH (équivalent-habitant) avant épuration :

Teneur en polluant Grandeur physique (1)	Règle	Remarques
PH	< 9 et > 6,5	Le PH naturel de l'eau prélevée peut être admis comme valeur limite du PH des eaux déversées s'il est < 6,5 ou > 9.
DBO5 à 20 °C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1)	
MeS (matières en suspension) (2)	< 60 mg/l	
MS (2)	< 1 ml/l	Au cours d'une sédimentation statique de deux heures.
Hydrocarbures non polaires extractibles au CCl ₄ (2)	< 5 mg/l < 3 mg/l (1)	Le CCl ₄ peut être remplacé par un autre solvant perhalogéné compatible avec la méthode d'analyse IR (Infra-Rouge).
Température	30 °C	
NB : 1 EH = 60 g DBO5 /jour		
(1) Pour des volumes journaliers déversés supérieurs à 18 m ³ /j		
(2) Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine les teneurs sont à ajouter aux teneurs de l'eau prélevée		

En outre :

1° les eaux à déverser qui contiennent des organismes pathogènes dans des proportions telles qu'ils risquent de contaminer dangereusement l'eau réceptrice, doivent être désinfectées;

2° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE du Conseil du 4 mai 1976, concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté, ainsi que toute autre substance en concentration pouvant être directement ou indirectement nuisible à la santé de l'homme, à la flore ou à la faune. Les exploitants sont tenus, le cas échéant, de fournir lors de leur demande de permis d'environnement, des données complètes à cet égard;

3° un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque. En cas de doute cela peut être constaté en versant l'échantillon dans une ampoule à décanter et en vérifiant ensuite si les deux phases peuvent être considérées.

*Section 3. — Conditions de déversement des eaux usées industrielles en eau de surface ordinaire
et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales*

Art. 17. Les conditions de déversement des eaux usées industrielles sont les suivantes :

Teneur en polluant Grandeur physique (1)	Règle	Remarques
PH	< 10,5	.
DBO5 à 20 °C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1) et en dessous	
MeS (matières en suspension) (2)	< 200 mg/l < 60 mg/l (3)	
MS (matières sédimentables) (2)	< 1 ml/l	Au cours d'une sédimentation statique de deux heures
Hydrocarbures non polaires extractibles au CCl ₄ (2)	< 5 mg/l	Le CCl ₄ peut être remplacé par un autre solvant perhalogéné compatible avec la méthode d'analyse IR (Infra-Rouge)
Détergents totaux	< 3 mg/l	
Température	30 °C	
(1) Pour des volumes journaliers déversés supérieurs à 18 m ³ /j		
(2) Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine les teneurs sont à ajouter aux teneurs de l'eau prélevée		
(3) Au déversement dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales		

En outre :

1° les eaux à déverser qui contiennent des organismes pathogènes dans des proportions telles qu'ils risquent de contaminer dangereusement l'eau réceptrice, doivent être désinfectées;

2° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE du Conseil, du 4 mai 1976, concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté, ainsi que toute autre substance en concentration pouvant être directement ou indirectement nuisible à la santé de l'homme, à la flore ou à la faune. Les exploitants sont tenus, le cas échéant, de fournir lors de leur demande de permis d'environnement, des données complètes à cet égard;

3° un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque. En cas de doute cela peut être constaté en versant l'échantillon dans une ampoule à décanter et en vérifiant ensuite si les deux phases peuvent être considérées.

Section 4. — Conditions de déversement à l'égout public et dans les collecteurs d'eaux usées

Art. 18. Les conditions de déversement des eaux usées industrielles sont les suivantes :

Teneur en polluant Grandeur physique (1)	Règle	Remarques
PH	< 11	
MeS (matières en suspension)	< 1 000 mg/l	
MS (matières sédimentables)	< 200 ml/l	Après décantation statique de deux heures
Dimension MeS	< 1 cm	Ces MeS ne peuvent, de part leur structure, nuire au fonctionnement des stations de relevage et d'épuration
Matières extractibles à l'éther de pétrole	< 500 mg/l	

En outre :

1° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

2° les eaux déversées ne peuvent contenir des substances susceptibles de provoquer :

- a) un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations d'épuration;
- b) une détérioration ou obstruction des canalisations;
- c) une entrave au bon fonctionnement des installations de refoulement et d'épuration;
- d) une pollution grave de l'eau de surface réceptrice dans laquelle sont déversées les eaux usées après épuration ou après traitement approprié.

Art. 19. Les conditions de déversement des eaux domestiques sont les suivantes :

1° les eaux déversées ne peuvent contenir ni fibres textiles, ni emballages en matière plastique, ni déchets ménagers solides organiques ou non;

2° les eaux déversées ne peuvent contenir :

- a) des huiles minérales, des produits inflammables et des solvants volatils;
- b) d'autres matières extractibles à l'éther de pétrole à une teneur supérieure à 0,5 g/l;
- c) d'autres substances susceptibles de rendre les eaux d'égout toxiques ou dangereuses.

Section 5. — Volume de référence

Art. 20. Les conditions de déversement relatives aux déversements d'eaux usées domestiques sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de 0,18 m³ par EH (équivalent-habitant).

CHAPITRE VI. — Air*Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 21. Les stockages de matériaux susceptibles de dégager des poussières doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos. Il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Art. 22. Les fillers et les produits pulvérulents non stabilisés doivent être stockés en silos ou en sacs fermés. Les événements des silos sont munis de filtres. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements.

Art. 23. Les installations de manipulation, transvasement, transport et dosage des fillers et des produits pulvérulents sont conçues, réalisées et mises en œuvre de manière à éviter les envols de poussières.

Art. 24. Chaque silo contenant des matières pulvérulentes est muni :

- 1° d'un dispositif de dépoussiérage;
- 2° d'un dispositif qui empêche automatiquement que la différence entre la pression à l'intérieur du silo et la pression atmosphérique, en valeur absolue, ne dépasse les valeurs de sécurité fixées par le constructeur. A défaut de valeurs fixées par le constructeur, cette différence ne peut excéder 100 hPa. Ce dispositif doit rester fonctionnel en toutes circonstances, y compris en l'absence d'alimentation en énergie.

Art. 25. Les points d'émission de poussières, tels que les tuyauteries d'entrée et de sortie du malaxeur, la tuyauterie de chargement des camions et les événements des silos, sont munis de dispositifs limitant le dégagement de poussières.

Section 2. — Traitement des effluents

Art. 26. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les paramètres, spécifiés par le fournisseur des installations de traitement, permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu. Dans ce dernier cas, toute anomalie des paramètres mesurés entraîne le déclenchement d'une alarme. La périodicité des mesures est définie dans les conditions particulières.

Section 3. — Normes de rejet

Art. 27. Sous réserve des dispositions particulières, les effluents gazeux et, en particulier, l'air rejeté par les dispositifs de dépoussiérage, respectent la valeur limite de 50 mg/Nm³ pour les poussières totales.

CHAPITRE VII. — Bruit et vibrations

Art. 28. Les précautions nécessaires sont prises pour que les vibrations qui pourraient être engendrées par le fonctionnement des moteurs, transmissions, engins de manutention, etc., ou par les procédés de travail mis en œuvre ne puissent nuire à la stabilité des constructions. Si nécessaire, des amortisseurs de vibrations adaptés sont placés entre le sol et le socle des machines.

CHAPITRE VIII. — *Déchets*

Art. 29. Les différentes catégories de déchets doivent être stockées afin de limiter les risques de pollution. La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers la filière agréée.

Art. 30. L'exploitant tient une comptabilité des déchets évacués hors de l'entreprise.

Art. 31. L'incinération de déchets à l'air libre est interdite.

CHAPITRE IX. — *Remise en état en fin d'exploitation*

Art. 32. Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées. En cas d'impossibilité, en particulier dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

CHAPITRE X. — *Contrôle, autocontrôle et surveillance**Section 1^{re}. — Exploitation*

Art. 33. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les copies de toutes les fiches techniques des matières premières utilisées sur le site d'exploitation.

Section 2. — Eau

Art. 34. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, au siège d'exploitation, les bons de reprise et/ou de traitement et/ou d'élimination des déchets issus de l'entretien du système de récolte et d'épuration des eaux.

Section 3. — Air

Art. 35. L'exploitant dispose pour chaque système de dépoussiérage, des caractéristiques techniques du système en particulier du rejet en poussières garanti par le fournisseur, en mg/Nm³.

Art. 36. Les défaillances des systèmes de dépoussiérage d'une durée excédant trois jours sont consignées dans un registre tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE XI. — *Dispositions transitoire et finale*

Art. 37. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le présent arrêté s'applique aux établissements existants au plus tard le 1^{er} janvier 2007.

Art. 38. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1868

[C - 2003/27316]

**3. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Betonwerke**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, §§ 2 und 3, 7 und 8;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 4. Februar 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 34.301/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die Betonwerke mit einer gesamten installierten Leistung der Elektromotoren über 20 kW gemäß der Rubrik 26.63.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebe anwendbar.

Art. 2 - Die Kapitel II und III der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind nicht auf die zeitlich begrenzten Betonwerke anwendbar. Die Vorschriften in Zusammenhang mit der Niederlassung und dem Betrieb dieser Betonwerke sind in den besonderen Bedingungen festzulegen.

Art. 3 - Die Verwertung von inerten Abfällen in einem Betonwerk ist Gegenstand von besonderen Bedingungen.

Art. 4 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften versteht man unter:

1° Betonwerk: eine Anlage zur Herstellung von verwendungsfertigem Beton, die mindestens aus Anlagen zur Lagerung und zur Dosierung der verschiedenen Bestandteile besteht;

2° Füller: einen pulverförmigen Stoff, der hauptsächlich aus Bestandteilen mit einer Körnung unterhalb 0,125 mm zusammengesetzt ist;

3° bereits bestehendem Betrieb: jeglichen Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen wurde, oder dessen Bewirtschaftung durch eine infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellte Genehmigung gedeckt ist, sowie jeglichen Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 5 - Die Ein- und Ausgänge des Standorts sind mit Toren versehen, durch die der Zugang während der Schließzeiten verboten wird. Diese Tore sind nur dann offen, wenn der Betreiber oder sein Vertreter anwesend ist.

Art. 6 - In den Sonderbedingungen werden die Vorrichtungen näher bestimmt, die zum Intrusionsschutz dienen und um den Standort rund herum angebracht werden müssen.

Art. 7 - In der Umweltgenehmigung werden die Vorrichtungen vorgeschrieben, die dazu dienen, die visuellen Belästigungen zu begrenzen. Hierzu gehört insbesondere das Anbringen von Schutzwänden, deren Art, Höhe und Stellung den Verhältnissen Bedingungen angepasst werden.

Art. 8 - Die Fahrwege innerhalb des Betriebsstandorts eines Betonwerks sind derart gebaut und instandgehalten, dass sie die Streuung von Staub und Schmutz auf den öffentlichen Straßen verhindern.

Art. 9 - Alle dichten, betonierten oder asphaltierten Flächen innerhalb des Betriebs werden so angelegt, dass das Regenwasser und das sich aus der Reinigung der Fahrzeuge ergebende Wasser aufgenommen werden.

KAPITEL III — Betrieb

Art. 10 - Der Betreiber trifft Maßnahmen wie z.B. das Waschen der Fahrzeugräder, das Besprengen der innerbetrieblichen Straßen und das Kehren der Straßen, die von den Fahrzeugen benutzt werden, um die Sauberkeit der öffentlichen Straßen zu gewährleisten.

Art. 11 - In den Sonderbedingungen werden die Bedingungen für die Annahme der Rohstoffe und die Abfuhr der Fertigprodukte und der Abfälle festgelegt.

Art. 12 - Es werden zweckmäßige Maßnahmen getroffen, damit die Rohstoffe nicht durch abfließendes Wasser mitgeführt werden.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 13 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, erkundigt sich der Betreiber über den Bürgermeister beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 14 - Die Ausrüstungen zur Feuerbekämpfung sind in gutem Betriebszustand und vor dem Frost geschützt zu halten; sie müssen auf geeignete Weise gekennzeichnet, zugänglich und im ganzen Betrieb verteilt sein.

Diese Ausrüstungen werden jährlich kontrolliert und der Betreiber hat für die Qualität der Brandlöschmittel zu sorgen.

KAPITEL V — Wasser

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 15 - Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser sind auf das vorliegende Kapitel nicht anwendbar.

Abschnitt 2 — Bedingungen für die Ableitung des Haushaltsabwassers in das Oberflächenwasser und in künstliche Abflusswege für Regenwasser

Art. 16 - Die Bedingungen, vor der Klärung, für die Ableitung des Haushaltsabwassers sind die Folgenden, was die Ableitungen betrifft, die 20 EGW (Einwohnergleichwerte) übertreffen:

Schadstoffgehalt Physikalische Größe (1)	Regel	Anmerkungen
pH	< 9 und > 6,5	Der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers kann als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden, wenn er < 6,5 oder > 9;
BSB5 bei 20°C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1)	
SS (Schwebstoffe) (2)	< 60 mg/l	
ablagerungsfähige Stoffe (2)	< 1 ml/l	Im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden
mit CCl4 extrahierbare nicht polare Kohlenwasserstoffe (2)	< 5 mg/l < 3 mg/l (1)	Das CCl4 kann durch ein anderes, mit dem IR-(Infrarot)-Analyseverfahren kompatibles perhalogeniertes Lösungsmittel ersetzt werden.
Temperatur	30°C	
Anm.: 1 EGW = 60 g BSB5 /Tag		
(1) Für abgeleitete Tagesvolumen von mehr als 18 m ³ /Tag		
(2) Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, sind die Gehalte zu den Gehalten des entnommenen Wassers hinzuzufügen		

Außerdem:

1° das abzuleitende Abwasser, das pathogene Organismen in solchen Verhältnissen enthält, dass es das aufnehmende Wasser auf gefährliche Weise verseuchen könnte, muss desinfiziert werden.

2° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG des Rates vom 4. Mai 1976 betreffend die Verschmutzung infolge der Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft erwähnten Stoffe, sowie jeglichen anderen Stoff in einer Konzentration, die sich direkt oder indirekt schädlich auf die menschliche Gesundheit, die Flora oder die Fauna auswirken kann, nicht enthalten. Die Betreiber sind gegebenenfalls verpflichtet, während ihres Antrags auf eine Umweltgenehmigung diesbezüglich zusätzliche Angaben zu liefern;

3° in einer repräsentativen Probe des abgeleiteten Wassers dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann. Im Zweifelsfalle kann dies festgestellt werden, indem die Probe in einen Scheidetrichter geschüttet wird und nachher geprüft wird, ob die beiden Phasen in Betracht gezogen werden können.

Abschnitt 3 — Bedingungen für die Ableitung des industriellen Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser und künstliche Abflusswege für Regenwasser

Art. 17 - Die Bedingungen für die Ableitung des industriellen Abwassers sind die Folgenden:

Schadstoffgehalt Physikalische Größe (1)	Regel	Anmerkungen
pH	< 10,5	.
BSB5 bei 20°C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1) und weniger	
SS (Schwebstoffe) (2)	< 200 mg/l < 60 mg/l (3)	
ablagerungsfähige Stoffe (2)	< 1 ml/l	Im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden
mit CCl4 extrahierbare nicht polare Kohlenwasserstoffe (2)	< 5 mg/l	Das CCl4 kann durch ein anderes, mit dem IR-(Infrarot)-Analyseverfahren kompatibles perhalogeniertes Lösungsmittel ersetzt werden.
Gesamtdetergenzien	< 3 mg/l	
Temperatur	30°C	
(1) Für abgeleitete Tagesvolumen von mehr als 18 m ³ /Tag		
(2) Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, sind die Gehalte zu den Gehalten des entnommenen Wassers hinzuzufügen		
(3) Bei der Ableitung in künstliche Abflusswege für Regenwasser		

Außerdem:

1° das abzuleitende Abwasser, das pathogene Organismen in solchen Verhältnissen enthält, dass es das aufnehmende Wasser auf gefährliche Weise verseuchen könnte, muss desinfiziert werden.

2° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG des Rates vom 4. Mai 1976 betreffend die Verschmutzung infolge der Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft erwähnten Stoffe, sowie jeglichen anderen Stoff in einer Konzentration, die sich direkt oder indirekt schädlich auf die menschliche Gesundheit, die Flora oder die Fauna auswirken kann, nicht enthalten. Die Betreiber sind gegebenenfalls verpflichtet, während ihres Antrags auf eine Umweltgenehmigung diesbezüglich zusätzliche Angaben zu liefern;

3° in einer repräsentativen Probe des abgeleiteten Wassers dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann. Im Zweifelsfalle kann dies festgestellt werden, indem die Probe in einen Scheidetrichter geschüttet wird und nachher geprüft wird, ob die beiden Phasen in Betracht gezogen werden können.

Abschnitt 4 — Bedingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen und Abwassersammelleitungen

Art. 18 - Die Bedingungen für die Ableitung des industriellen Abwassers sind die Folgenden:

Schadstoffgehalt Physikalische Größe (1)	Regel	Anmerkungen
pH	< 11	
SS (Schwebstoffe)	< 1 000 mg/l	
ablagerungsfähige Stoffe	< 200 ml/l	Im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden
Abmessung der SS	< 1 cm	Diese Schwebstoffe dürfen von Ihrer Struktur aus die Funktion der Förder- und Klärstationen nicht schaden
Mit Petrolether extrahierbare Stoffe	< 500 mg/l	

Außerdem:

1° dürfen im abgeleiteten Abwasser dürfen keine entzündbaren oder explosionsgefährlichen Gase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;

2° dürfen im abgeleiteten Abwasser keine Stoffe enthalten sein, die:

a) eine Gefahr für das Wartungspersonal der Kanalisationen und der Kläranlagen darstellen;

b) eine Beschädigung oder Verstopfung der Kanalisationen verursachen können;

c) eine Behinderung der Betriebsfähigkeit der Förder- und Kläranlagen verursachen können;

d) eine ernsthafte Verschmutzung des aufnehmenden Oberflächengewässers, in das das Abwasser nach der Klärung oder nach einer angemessenen Behandlung abgeleitet wird, verursachen können.

Art. 19 - Die Bedingungen für die Ableitung des Haushaltsabwassers sind die Folgenden:

1° das abgeleitete Abwasser darf weder Textilfasern, Verpackungen aus Kunststoff noch feste Haushaltsabfälle, ob diese organisch sind oder nicht, enthalten;

2° das abgeleitete Abwasser darf folgende Stoffe nicht enthalten:

- a) Mineralöle, entzündbare Stoffe oder flüchtige Lösungsmittel;
- b) andere mit Petrolether extrahierbare Stoffe mit einem Gehalt von mehr als 0,5 g/l;
- c) andere Stoffe, durch die das Kanalisationswasser giftig oder gefährlich werden kann.

Abschnitt 5 — Bezugsvolumen

Art. 20 - Die Ableitungsbedingungen bezüglich der Ableitungen des häuslichen Abwassers werden je nach dem spezifischen Bezugsvolumen von 0,18 m³ pro EGW (Einwohnergleichwert) festgelegt.

KAPITEL VI — Luft

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 21 - Die Lager für Materialien, die Staube entwickeln können, müssen durch das Anbringen von Schutzwänden gegen den Wind geschützt werden, oder stabilisiert werden, um Ausströmungen und ein Umherwirbeln von Staub zu vermeiden. Falls diese Lager nicht stabilisiert werden können, muss die Lagerung unter einem Dach oder in Silos erfolgen. Es kann sich unter Umständen als nötig erweisen, den Lagerplatz zu befeuchten oder mit Zusatzmitteln zu besprühen, um die Auswirkungen des Winds bei trockenem Wetter zu begrenzen.

Art. 22 - Nicht stabilisierte Füller und pulverförmige Produkte müssen in Silos oder geschlossenen Säcken gelagert werden. Die Lüftungsöffnungen der Silos sind mit Filtern versehen. Diese Silos müssen mit Vorrichtungen zur Kontrolle des Füllstands versehen sein, um ein Überlaufen zu vermeiden.

Art. 23 - Die Anlagen zur Handhabung, Umfüllung, Transport und Dosierung der Füller und pulverförmigen Produkte sind derart entworfen, gestaltet und betrieben, dass das Umherwirbeln von Staub vermieden wird.

Art. 24 - Jedes Silo, das pulverförmige Stoffe enthält, ist mit folgenden Vorrichtungen ausgerüstet:

1° eine Entstaubungsvorrichtung;

2° eine Vorrichtung, durch die auf automatische Weise vermieden wird, dass der Unterschied zwischen dem Druck innerhalb des Silos und dem normalen Luftdruck in Absolutwerten die vom Hersteller festgelegten Sicherheitswerte nicht überschreitet. Falls vom Hersteller keine Werte festgelegt worden sind, darf dieser Unterschied 100 hPa nicht überschreiten. Diese Vorrichtung muss unter jeglichen Umständen funktionsbereit sein, einschließlich wenn es keine Energieversorgung mehr gibt.

Art. 25 - Die Staubemissionspunkte, wie z.B. die Zufuhr- und Ausfuhrleitungen der Mischanlage, die Leitung zur Ladung der Lkws und die Lüftungsöffnungen der Silos sind mit Vorrichtungen versehen, anhand deren die Staubentwicklung beschränkt werden kann.

Abschnitt 2 — Behandlung der Ausströmungen

Art. 26 - Die Verarbeitungsanlagen werden einwandfrei instandgehalten. Die Parameter, anhand deren man sichergehen kann, dass die Verarbeitungsanlagen einwandfrei funktionieren, und die von deren Lieferanten mitgeteilt werden, sind regelmäßig oder, wenn nötig, ständig zu messen. In letzterem Fall löst jeder abnormale Wert der gemessenen Parameter eine Alarmmeldung aus. In den Sonderbedingungen wird die Häufigkeit dieser Messungen festgelegt.

Abschnitt 3 — Normen für die Ausstöße

Art. 27 - Vorbehaltlich besonderer Vorschriften halten die Abgase und insbesondere die von den Entstaubungsvorrichtungen ausgestoßene Luft den Grenzwert von 50 mg/Nm³ für den Gesamtstaub ein.

KAPITEL VII — Lärm und Schwingungen

Art. 28 - Es werden die nötigen Maßnahmen getroffen, damit die Schwingungen, die auf die Funktion der Motoren, Antriebe, Fördergeräte, usw. oder aber auf die eingesetzten Arbeitsverfahren zurückzuführen wären, der Stabilität der Bauten nicht schaden können. Wenn nötig werden zwischen dem Boden und den Maschinensockeln Schwingungsdämpfer installiert.

KAPITEL VIII — Abfälle

Art. 29 - Die verschiedenen Abfallkategorien müssen so gelagert sein, dass Verschmutzungsrisiken beschränkt werden. Die Menge der vor Ort gelagerten Abfälle darf die Menge, die in einem Monat erzeugt wird, oder ein normales, dem anerkannten Entsorgungskreislauf zugeführten Los nicht überschreiten.

Art. 30 - Der Betreiber führt eine Buchhaltung der aus dem Betrieb abtransportierten Abfälle.

Art. 31 - Die Verbrennung von Abfällen in der freien Luft ist untersagt.

KAPITEL IX — Wiederinstandsetzung am Ende des Betriebs

Art. 32 - Die Behälter, die Produkte enthalten haben, die die Gewässer verschmutzen könnten, müssen entleert, gereinigt, entgast und ggf. dekontaminiert werden. Wenn möglich werden sie wegtransportiert. Falls dies unmöglich ist, insbesondere wenn es sich um begrabene Behälter handelt, müssen sie unbrauchbar gemacht werden, indem sie mit einem inerten Feststoff gefüllt werden.

KAPITEL X — Kontrolle, Selbstkontrolle und Überwachung

Abschnitt 1 — Betrieb

Art. 33 - Der Betreiber hält die Abschriften aller technischen Datenblätter bezüglich der auf dem Betriebsstandort verwendeten Rohstoffe zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

Abschnitt 2 — Wasser

Art. 34 - Der Betreiber hält die Scheine in Bezug auf die Rücknahme bzw. Behandlung bzw. Beseitigung der Abfälle, die auf das System zur Aufnahme und Klärung des Abwassers zurückzuführen sind, am Sitz des Betriebs zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

Abschnitt 3 — Luft

Art. 35 - Für jedes Entstaubungssystem verfügt der Betreiber über die technischen Merkmale des Systems und insbesondere über die vom Lieferanten garantierten Zahlen bezüglich des Ausstoßes von Staub (in mg/Nm³).

Art. 36 - Die Ausfälle des Entstaubungssystems von einer Dauer von mehr als drei Tagen in einem Register festgehalten, das dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten wird.

KAPITEL XI — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 37 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung vom vorhergehenden Absatz ist der vorliegende Erlass spätestens am 1. Januar 2007 auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 38 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1868

[C - 2003/27316]

3 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de betoncentrales

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, §§ 2 en 3, 7 en 8;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 34.301/4, gegeven op 4 februari 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de betoncentrales indien het totale geïnstalleerde vermogen van de elektrische motoren hoger is dan de 20 kW bedoeld in rubriek 26.63.02 van bijlage I Bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. De hoofdstukken II en III van deze sectorale voorwaarden zijn niet van toepassing op de tijdelijke betoncentrales. De voorschriften met betrekking tot de vestiging en de uitbating van die betoncentrales worden in de bijzondere voorwaarden bepaald.

Art. 3. De valorisering van de inerte afvalstoffen in een betoncentrale worden in de bijzondere voorwaarden omschreven.

Art. 4. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° betoncentrale : installatie die bestemd is voor het aanmaken van gebruiksklaar beton, waarin minstens ingegrepen zijn de installaties voor de opslag en de dosering van de verschillende samenstellende delen;

2° vulmiddel : poedervormige stof dat voor het overgrote deel uit bestanddelen bestaat met een granulometrie lager dan 0,125 mm;

3° bestaande vestiging : elke vestiging die behoorlijk is vergund vóór inwerkingtreding van dit besluit of waarvan de uitbating gedekt is door een vergunning die is afgeleverd ten gevolge van een aanvraag ingediend vóór inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en elke vestiging waarvoor een aanvraag tot milieuvergunning is ingediend tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 5. Toe- en uitgang van de bedrijfssite zijn uitgerust met poorten waardoor de toegang tijdens de sluiting van de opslagplaats onmogelijk wordt gemaakt. Die poorten worden enkel in het bijzijn van de uitbater of diens vertegenwoordiger open gehouden.

Art. 6. De inbraakbeveiliging die om de bedrijfssite heen aangebracht dient te worden, wordt in de bijzondere voorwaarden vastgelegd.

Art. 7. In de milieuvergunning worden de voorzieningen voorgeschreven om eventuele visuele hinder te voorkomen. Zij kunnen meer bepaald bestaan uit schermen waarvan de aard, de hoogte en de positie aangepast zijn aan de plaatselijke omstandigheden.

Art. 8. De rijwegen voor voertuigen binnen in de bedrijfssite van een betoncentrale worden zodanig aangelegd en onderhouden dat de stofverspreiding wordt voorkomen en dat de openbare weg niet vervuild wordt.

Art. 9. De waterdichte, gebetoneerde of geasfalteerde ruimten binnen in de bedrijfssite worden zodanig aangelegd dat het regenwater en het water voor de reiniging van de voertuigen worden opgevangen.

HOOFDSTUK III. — *Uitbating*

Art. 10. Er worden door de uitbater maatregelen zoals het wassen van de wielen van de voertuigen, het besproeien van de bedrijfsinterne wegen en het schoonvegen van de door de transporten gebruikte wegen getroffen om de openbare wegen schoon te houden.

Art. 11. De voorwaarden voor het aannemen van de grondstoffen en het afvoeren van de afgewerkte producten en de afvalstoffen worden in de bijzondere voorwaarden vastgelegd.

Art. 12. Er worden maatregelen getroffen om te voorkomen dat grondstoffen samen met afvloeiend water meegevoerd worden.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 13. Vóór uitvoering van het project en vóór elke wijziging van de ruimte en/of van de uitbatingvoorwaarden die het risico op brand of brandverspreiding zouden kunnen wijzigen, raadpleegt de uitbater via de burgemeester de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de maatregelen die getroffen en de uitrustingen waarin voorzien dient te worden inzake brand- en explosiepreventie en -bestrijding, met inachtneming van de bescherming van publiek en milieu.

Art. 14. Het brandbestrijdingsmaterieel is in een goede staat van werking, is beschermd tegen vrieskou, zichtbaar en toegankelijk gemaakt en over de vestiging verspreid geplaatst.

Dat materieel wordt jaarlijks gecontroleerd en de uitbater waakt over de kwaliteit van de brandblusproducten.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 15. De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater zijn niet van toepassing op dit besluit.

Afdeling 2. — Voorwaarden voor het lozen van huishoudelijk afvalwater in het oppervlaktewater en in kunstmatige afvoerwegen voor regenwater

Art. 16. De voorwaarden voor het lozen van huishoudelijk afvalwater zijn, voor hoeveelheden geloosd water hoger dan 20 EI (equivalenten-inwoners) vóór de waterzuivering :

Gehalte aan verontreinigende stoffen Fysieke groothed (1)	Regel	Opmerkingen
PH	< 9 en > 6,5	Het natuurlijk PH van het water in de monsterneming kan aanvaard worden als PH-grenswaarde voor het geloosde water indien het PH < 6,5 of > 9.
BOD5 bij 20 °C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1)	
Zweefstoffen (2)	< 60 mg/l	
Bezinkbare stoffen (2)	< 1 ml/l	Tijdens een statische bezinking van twee uur.
Apolaire koolwaterstoffen, extraheerbaar met CCl ₄ (2)	< 5 mg/l < 3 mg/l (1)	CCl ₄ kan vervangen worden door een ander perhalo-oplosmiddel dat compatibel is met de infrarode analysemethode.
Temperatuur	30 °C	
NB : 1 EI = 60 g BOD5/dag		
(1) Voor dagelijks geloosde hoeveelheden hoger dan 18 m ³ /dag		
(2) Als het geloosde water afkomstig is van het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, dienen de gehalten toegevoegd te worden aan de gehalten van het water in de monsterneming		

Daarnaast :

1° dient het te lozen water dat pathogene organismen bevat in verhoudingen die een gevaarlijk besmettingsrisico zouden inhouden voor het water waarin de lozing plaatsvindt, ontsmet te worden;

2° mag het geloosde water, zonder uitdrukkelijke toelating, geen stoffen bevatten als bedoeld bij richtlijn 76/464/EEG van de Raad van 4 mei 1976 betreffende de verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen die in het aquatisch milieu van de Gemeenschap worden geloosd, evenmin als elke andere stof waarvan de concentratie rechtstreeks of onrechtstreeks schadelijk zou kunnen zijn voor de menselijke gezondheid, de flora of de fauna. De uitbaters worden er in voorkomend geval toe verplicht om bij hun aanvraag tot een milieuvergunning bijkomende gegevens te dien opzichte te verstrekken;

3° mag een representatief monster van het geloosde water noch oliën, noch vetten, noch andere drijvende stoffen in zodanige hoeveelheden bevatten dat een drijfslag ondubbelzinnig vastgesteld kan worden. Bij twijfel kan de vaststelling gebeuren door het monster in een scheitrechter te gieten en daarna te controleren of de twee fasen onderscheiden kunnen worden.

Afdeling 3. — Voorwaarden voor de lozing van industrieel afvalwater in gewoon oppervlaktewater en in kunstmatige afvoerwegen voor regenwater

Art. 17. De voorwaarden voor het lozen van industrieel afvalwater zijn :

Gehalte aan verontreinigende stoffen Fysieke groothed (1)	Regel	Opmerkingen
PH	< 10,5	.
BOD5 bij 20 °C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1) en daaronder	

Gehalte aan verontreinigende stoffen Fysieke grootheid (1)	Regel	Opmerkingen
Zweefstoffen (2)	< 200 mg/l < 60 mg/l (3)	
Bezinkbare stoffen (2)	< 1 ml/l	Tijdens een statische bezinking van twee uur.
Apolaire koolwaterstoffen, extraheerbaar met CCl ₄ (2)	< 5 mg/l	CCl ₄ kan vervangen worden door een ander perhalo-oplosmiddel dat compatibel is met de infrarode analysemethode.
Totale detergenten	< 3 mg/l	
Temperatuur	30 °C	
(1) Voor dagelijks geloosde hoeveelheden hoger dan 18 m ³ /dag		
(2) Als het geloosde water afkomstig is van het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, dienen de gehalten toegevoegd te worden aan de gehalten van het water in de monsterneming		
(3) Bij lozing in kunstmatige afvoerwegen voor regenwater		

Daarnaast :

1° dient het te lozen water dat pathogene organismen bevat in verhoudingen die een gevaarlijk besmettingsrisico zouden inhouden voor het water waarin de lozing plaatsvindt, ontsmet te worden;

2° mag het geloosde water, zonder uitdrukkelijke toelating, geen stoffen bevatten als bedoeld bij richtlijn 76/464/EEG van de Raad van 4 mei 1976 betreffende de verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen die in het aquatisch milieu van de Gemeenschap worden geloosd, evenmin als elke andere stof waarvan de concentratie rechstreeks of onrechtstreeks schadelijk zou kunnen zijn voor de menselijke gezondheid, de flora of de fauna. De uitbaters worden er in voorkomend geval toe verplicht om bij hun aanvraag tot een milieuvergunning bijkomende gegevens te dien opzichte te verstrekken;

3° mag een representatief monster van het geloosde water noch oliën, noch vetten, noch andere drijvende stoffen in zodanige hoeveelheden bevatten dat een drijfslag ondubbelzinnig vastgesteld kan worden. Bij twijfel kan de vaststelling gebeuren door het monster in een scheitrechter te gieten en daarna te controleren of de twee fasen onderscheiden kunnen worden.

Afdeling 4. — Voorwaarden voor de lozing in de openbare riolering en in collectoren voor afvalwater

Art. 18. De voorwaarden voor de lozing van industrieel afvalwater zijn :

Gehalte aan verontreinigende stoffen Fysieke grootheid (1)	Regel	Opmerkingen
PH	< 11	
Zweefstoffen	< 1 000 mg/l	
Bezinkbare stoffen	< 200 ml/l	Tijdens een statische bezinking van twee uur.
Afmeting zweefstoffen	< 1 cm	Die zweefstoffen mogen wegens hun structuur geen schade veroorzaken aan de werking van de rioolgemalen en de zuiveringsstations.
Stoffen die extraheerbaar zijn met petroleum-ether	< 500 mg/l	

Daarnaast :

1° mag het geloosde water geen ontvlambare noch ontplofbare gassen bevatten, noch producten die het vrijkomen van dergelijke gassen in de hand zouden kunnen werken;

2° mag het geloosde water geen stoffen bevatten die :

a) een gevaar zouden kunnen doen ontstaan voor het personeel dat belast is met het onderhoud van de riolering en de waterzuiveringsinstallaties;

b) de afvoerbuizen zouden kunnen beschadigen of verstoppen;

c) een hinder zouden kunnen vormen voor de goede werking van de installaties die het water opstuwen en zuiveren;

d) een ernstige verontreiniging zouden kunnen vormen voor het oppervlaktewater waarin het afvalwater na zuivering of na de gepaste behandeling geloosd wordt.

Art. 19. De voorwaarden voor lozen van huishoudelijk afvalwater zijn :

1° het geloosde water mag noch textielvezels, noch kunststofverpakkingen, noch vaste al dan niet organische huishoudelijke afvalstoffen bevatten;

2° het afvalwater mag het volgende niet bevatten :

a) minerale oliën, ontvlambare producten en vluchtige oplosmiddelen;

b) andere met petroleumether extraheerbare stoffen met een gehalte hoger dan 0,5 g/l;

c) andere stoffen die het water giftig of gevaarlijk zouden kunnen maken.

Afdeling 5. — Referentievolume

Art. 20. De lozingsvoorwaarden met betrekking tot het lozen van huishoudelijk afvalwater worden vastgesteld naar gelang van het specifieke referentievolume van 0,18 m³ per EI (equivalenten-inwoners).

HOOFDSTUK VI. — Lucht

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 21. De opslag van materialen waaruit stof zou kunnen vrijkomen dient windvrij te gebeuren via de plaatsing van windscherm of via stabilisering om het vrijkomen en opvliegen van stof te voorkomen. Indien de stabilisering onmogelijk is, dient de opslag onder een beschutting of in silo's te gebeuren. Het kan noodzakelijk zijn om in de bevochtiging van het opgeslagen materiaal of in de verstuiving van additieven te voorzien om opvliegend stof bij droog weer te beperken.

Art. 22. De niet-gestabiliseerde vulmiddelen en poedervormige stoffen dienen in silo's of gesloten zakken te worden opgeslagen. De luchtkokers van de silo's dienen van filters te zijn voorzien. Die silo's dienen uitgerust te zijn met peilmeters om te voorkomen dat ze overlopen.

Art. 23. De installaties voor het bewerken, overgieten, vervoeren en doseren van vulmiddelen en poedervormige stoffen worden uitgedacht, verwezenlijkt en in werking gesteld op een wijze waardoor het opvliegen van stof kan worden voorkomen.

Art. 24. Elke silo die poedervormige stoffen bevat, is uitgerust :

1° met een systeem om hem stofvrij te maken;

2° met een systeem dat automatisch voorkomt dat het verschil tussen de druk in de silo en de luchtdruk in absolute waarden de door de fabricant voorgeschreven veiligheidswaarden overschrijdt. Indien de fabricant geen waarden voorgeschreven heeft, mag het verschil niet meer bedragen dan 100 hPa. Dat systeem moet in alle omstandigheden in bedrijf blijven, zelfs als de energievoorziening wegvalt.

Art. 25. De plaatsen waar stof vrij kan komen, zoals begin- en eindpunt van het buizengestel in de menger, het buizensysteem voor het beladen van de vrachtwagens en de luchtkokers van de silo's zijn uitgerust met systemen die het vrijkomen van stof beperken.

Afdeling 2. — Behandeling van uitstromend afvalwater

Art. 26. De behandelingsinstallaties worden zorgvuldig onderhouden. De parameters die door de leverancier van die installaties bepaald zijn en waarmee de goede werking ervan gewaarborgd wordt, worden periodiek en, indien nodig, continu gemeten. In het laatste geval wordt bij de vaststelling van elke gebrekkige functionering een alarm in werking gesteld. De periodiciteit van de metingen wordt in de bijzondere voorwaarden omschreven.

Afdeling 3. — Normen bij het vrijkomen van stoffen

Art. 27. Onder voorbehoud van de bijzondere voorwaarden wordt bij het vrijkomen van gassen en, in het bijzonder, van lucht uit de installaties voor het stofvrijmaken de grenswaarde van 50 mg/Nm³ voor de totale stof nageleefd.

HOOFDSTUK VII. — *Geluid en trillingen*

Art. 28. De noodzakelijke voorzorgsmaatregelen worden getroffen om te voorkomen dat de trillingen die veroorzaakt zouden kunnen worden door draaiende motoren, transmissies en omslagmachines enz. of door gebruikte werkingswijzen schade zouden toebrengen aan de stabiliteit van de bouwwerken. Indien nodig worden er tussen de bodem en de bodemplaat waarop de machines geplaatst zijn, aangepaste schokdempers geplaatst.

HOOFDSTUK VIII. — *Afvalstoffen*

Art. 29. De verschillende afvalstoffen dienen volgens de categorieën te worden opgeslagen om het verontreinigingsrisico te vermijden. De hoeveelheid opgeslagen afvalstoffen mag de maandelijks geproduceerde capaciteit of een normale partij naar de erkende kolom verzonden goederen niet overschrijden.

Art. 30. De uitbater houdt een boekhouding van de uit de onderneming verwijderde afvalstoffen bij.

Art. 31. De verbranding van afvalstoffen in open lucht is verboden.

HOOFDSTUK IX. — *Herstel in oorspronkelijke staat bij beëindiging van de bedrijvigheid*

Art. 32. De tanks waarin producten werden opgeslagen die het water zouden kunnen verontreinigen, dienen geleegd, schoongemaakt, schoongespoeld en, in voorkomend geval, ontsmet te worden. Zij worden indien mogelijk verwijderd. Indien dat onmogelijk is, in het bijzonder voor ingegraven tanks, dienen ze onbruikbaar te worden gemaakt door ze op te vullen met een inerte vaste stof.

HOOFDSTUK X. — *Controle, autocontrole en bewaking*

Afdeling 1. — Uitbating

Art. 33. De uitbater houdt ter beschikking van de ambtenaar belast met de bewaking de afschriften van alle technische fiches met betrekking tot de grondstoffen die op de bedrijfssite zijn gebruikt.

Afdeling 2. — Water

Art. 34. De uitbater houdt ter beschikking van de ambtenaar belast met de bewaking op zijn bedrijfszetel de bewijzen voor de overname en/of de behandeling en/of de wegwerking van de afvalstoffen voortvloeiend uit het onderhoud van het systeem voor de waterinzameling en -zuivering.

Afdeling 3. — Lucht

Art. 35. De uitbater beschikt voor elk systeem voor het stofvrij maken over de technische kenmerken van het systeem en, in het bijzonder, van het afstoten van stof gewaarborgd door de leverancier, in mg/Nm³.

Art. 36. Indien het falen van de systemen voor het stofvrij maken langer duurt dan drie dagen, wordt daarvan melding gemaakt in een register dat ter beschikking wordt gehouden van de ambtenaar belast met de bewaking.

HOOFDSTUK XI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 37. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het vorig lid is dit besluit uiterlijk op 1 januari 2007 van toepassing op de bestaande vestigingen.

Art. 38. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET